

déploiement d'ALCM à longue portée de part et d'autre ainsi qu'à la mise au point de missiles de croisière perfectionnés (ACM) et, fort probablement, des missiles de croisière à longue portée mer-sol.

Ainsi, à certains égards très importants, cette proposition prenait directement en compte les préoccupations américaines concernant l'expansion des forces stratégiques soviétiques et la capacité meurtrière des missiles sol-sol SS-18. On remarquera notamment que les Soviétiques ont accepté, apparemment pour la première fois, le principe d'une réduction massive des lanceurs et des ogives. Leur position semblait donc se rapprocher de celle des États-Unis, d'autant plus qu'ils semblaient disposés à limiter aussi le nombre d'ogives portées par ICBM sol-sol.

Toutefois, la proposition soviétique contenait aussi des éléments qui n'allaient pas manquer de susciter l'opposition des États-Unis, d'autant plus que certains avaient déjà été rejetés lors de négociations antérieures. Du nombre, le plus important était sans doute la définition de l'expression "forces stratégiques", désormais élargie pour inclure les missiles et bombardiers américains à portée intermédiaire. Nous reviendrons sur cette question dans la section suivante. L'interdiction des travaux de recherche et de développement dans le cadre de l'IDS sera également abordée plus loin. En attendant, sur le seul plan des armes stratégiques, selon la définition qu'en donnent les accords SALT,\* l'interdiction visant la modernisation des arsenaux et les missiles de croisière à longue portée offrait peu d'intérêt pour les États-Unis, dont elle aurait bridé l'actuel programme de déploiement ainsi que les projets de mise en batterie du missile MX. Mais en dépit de ces obstacles non négligeables, l'essentiel de la nouvelle position soviétique sur la réduction des armes stratégiques marquait un grand pas dans le sens des propositions américaines visant à une réduction massive du nombre d'ogives et de lanceurs stratégiques.

La réponse des États-Unis, formulée en octobre 1985, a été divulguée elle aussi par la presse, puis confirmée par Paul Nitze, conseiller spécial auprès du président et du secrétaire d'État. Les principaux éléments de la proposition américaine étaient les suivants :

- limiter à 4 500 le nombre des *ogives* balistiques (celles montées sur lanceurs sol-sol comme sur lanceurs mer-sol);
- plafonner à 1 250 le nombre des *lanceurs* balistiques (sol-sol et mer-sol), étant entendu que la limite pourrait être portée à 1 450;
- imposer une limite secondaire de 3 000 pour les ogives portées par ICBM;
- limiter la charge utile éjectable des missiles balistiques stratégiques : aucun des deux camps ne pourrait posséder plus de la moitié de l'actuelle charge utile éjectable comprise dans l'arsenal soviétique;
- interdire les missiles mobiles;

\* Les négociateurs SALT ont qualifié de "stratégiques" les armes ayant une portée supérieure à 5 500 kilomètres.

- limiter à 350 le nombre des bombardiers lourds, ce qui inclurait, semble-t-il, le *Backfire* soviétique, appareil qu'on assignait à la catégorie des avions à rayon d'action moyen, mais auquel les États-Unis prêtent une capacité stratégique (c'est-à-dire intercontinentale)\*;
- adopter une limite spécifique de 1 500 pour les missiles de croisière aéroportés (ALCM), mais n'imposer aucune restriction relativement aux autres armes nucléaires aéroportées (bombes à chute libre et missiles offensifs à faible portée);
- limiter à 120 le nombre de bombardiers autorisés à transporter des ALCM.

Relativement aux armes stratégiques donc, la proposition de Washington exprimait une fois de plus l'inquiétude américaine face aux ICBM sol-sol soviétiques. L'insistance des États-Unis pour limiter la charge utile éjectable (c'est-à-dire la masse réunie des ogives et des systèmes de guidage qu'un étage propulseur peut placer sur une trajectoire donnée) montrait qu'à leurs yeux, l'importante capacité d'emport et la précision de tir accrue du SS-18 mettaient en danger les missiles Minuteman déployés sur le sol américain. En outre, la position des États-Unis s'était quelque peu modifiée par rapport à ce qu'elle avait été antérieurement dans le cadre des pourparlers START, puisque la limite numérique applicable aux ogives portées par ICBM sol-sol passait de 2 500 à 3 000. Ainsi, l'écart entre les propositions américaines et soviétiques sur les ICBM sol-sol, qui constituait le principal objet de litige dans les négociations sur les forces stratégiques centrales, se ramenait à une différence de 600 ogives entre les 3 000 proposées par les États-Unis et les 3 600 envisagées par l'URSS. À première vue, cet écart paraissait négociable.

Les propositions inattendues formulées par le premier secrétaire Gorbatchev le 15 janvier 1986 n'ont pas modifié les positions respectives concernant les ogives stratégiques. Mais dans son vaste programme de désarmement, M. Gorbatchev confirma en toutes lettres un changement de politique qu'avaient déjà esquissé des autorités soviétiques, à savoir que l'URSS était prête à mener les négociations sur les INF indépendamment des discussions sur les armes stratégiques. L'ensemble des propositions soviétiques exposées en octobre 1985 devenait dès lors caduc, ce qui laissait la porte ouverte à des négociations sur les armes stratégiques, selon les définitions et les modalités de décompte qui avaient été employées lors des pourparlers SALT et START.

Malgré ces propositions qui rendaient plus probable un accord sur une réduction marquée des forces stratégiques,

\* Le 16 juin 1979, au moment de la signature de l'accord SALT II, le président Brejnev a remis au président Carter une déclaration écrite affirmant que le *Backfire* est un bombardier à rayon d'action moyen. "[L'Union soviétique] n'a pas l'intention de conférer à cet appareil un potentiel intercontinental." Autrement dit, le *Backfire* ne serait pas déployé dans des bases soviétiques d'où il aurait pu atteindre le continent nord-américain.